

Geschäftsverzeichnissnr. 6648

Entscheid Nr. 100/2018  
vom 19. Juli 2018

ENTSCHEIDSAUSZUG

---

In Sachen: Vorabentscheidungsfrage in Bezug auf Artikel 38 § 3*sexies* des Gesetzes vom 29. Juni 1981 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze der sozialen Sicherheit für Lohnempfänger, gestellt vom französischsprachigen Arbeitsgericht Brüssel.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten J. Spreutels und A. Alen, und den Richtern L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet, R. Leysen und J. Moerman, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Präsidenten J. Spreutels,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

\*

\* \*

### I. *Gegenstand der Vorabentscheidungsfrage und Verfahren*

In seinem Entscheid vom 24. Februar 2016 in Sachen der «C.E. Window Cleaning» PGmbH gegen das Landesamt für soziale Sicherheit, dessen Ausfertigung am 12. April 2017 in der Kanzlei des Gerichtshofes eingegangen ist, hat das französischsprachige Arbeitsgericht Brüssel folgende Vorabentscheidungsfrage gestellt:

« Verstößt Artikel 38 § 3*sexies* des Gesetzes vom 29. Juni 1981 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze der sozialen Sicherheit für Lohnempfänger, abgeändert durch die Artikel 78 und 84 des Gesetzes vom 28. Dezember 2011 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen und die Artikel 24 und 25 des Gesetzes vom 30. Juli 2013 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen, gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den Grundsätzen der Nichtrückwirkung der Gesetze und der Rechtssicherheit, indem er es dem Landesamt für soziale Sicherheit ermöglicht, von einem Arbeitgeber einen Verantwortlichkeitsbeitrag für das Jahr 2012 zu fordern aufgrund von Anwendungskriterien und –modalitäten, die für dieses Jahr 2012 durch das Gesetz vom 30. Juli 2013 festgelegt wurden? ».

(...)

### III. *Rechtliche Würdigung*

(...)

B.1.1. Die Vorabentscheidungsfrage bezieht sich auf Artikel 38 § 3*sexies* des Gesetzes vom 29. Juni 1981 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze der sozialen Sicherheit für Lohnempfänger (nachstehend: Gesetz vom 29. Juni 1981), wie er durch das Gesetz vom 28. Dezember 2011 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen (nachstehend: Gesetz vom 28. Dezember 2011) und das Gesetz vom 30. Juli 2013 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen (nachstehend: Gesetz vom 30. Juli 2013) abgeändert wurde.

B.1.2. Artikel 38 § 3*sexies* des Gesetzes vom 29. Juni 1981 führt einen Sozialversicherungsbeitrag (auch « Verantwortlichkeitsbeitrag » genannt) zu Lasten der Arbeitgeber ein, der auf der Grundlage der Tage vorübergehender Arbeitslosigkeit infolge von Arbeitsmangel aus wirtschaftlichen Gründen (nachstehend: wirtschaftliche Arbeitslosigkeit) berechnet wird, die in Anwendung von Artikel 51 des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge gemeldet wurden.

*In Bezug auf die fragliche Bestimmung und deren Kontext*

B.2.1. Artikel 38 § 3<sup>sexies</sup> des Gesetzes vom 29. Juni 1981 wurde durch Artikel 2 des Gesetzes vom 12. Juli 2000 « zur Abänderung, was den von den Arbeitgebern geschuldeten Beitrag für Arbeitslosigkeit aus wirtschaftlichen Gründen betrifft, des Gesetzes vom 29. Juni 1981 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze der sozialen Sicherheit für Lohnempfänger » (nachstehend: Gesetz vom 12. Juli 2000) eingefügt.

In seiner ursprünglichen Fassung lautete Artikel 38 § 3<sup>sexies</sup> des Gesetzes vom 29. Juni 1981:

« Les employeurs auxquels est applicable la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs salariés sont, dans les conditions énoncées ci-après, redevables d'une cotisation annuelle calculée sur la base d'une partie des jours de chômage qu'ils ont déclarés pour leurs travailleurs manuels en application de l'article 51 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Le produit de cette cotisation est destiné au régime des vacances annuelles des travailleurs manuels.

L'Office national de sécurité sociale (O.N.S.S.) est chargé du calcul, de la perception et du recouvrement de cette cotisation ainsi que du transfert du produit de celle-ci à l'Office national des vacances annuelles.

Cette cotisation est assimilée à une cotisation de sécurité sociale, notamment en ce qui concerne les déclarations avec justification des cotisations, les délais de paiement, l'application des sanctions civiles et des sanctions pénales, la surveillance, la désignation du juge compétent en cas de litige, la prescription en matière d'actions en justice, le privilège et la communication du montant de la déclaration de créance de l'institution chargée de la perception et du recouvrement des cotisations.

Dans le cadre de cette mesure, on entend par :

- m = le nombre total de jours de chômage en application de l'article 51 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail déclaré par l'employeur pour l'ensemble de tous les travailleurs manuels et apprentis, assujettis aux lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés coordonnées le 28 juin 1971, qu'il a occupés au cours des trois premiers trimestres de l'année calendrier précédente et du quatrième trimestre de l'année qui précède celle-ci, diminué de 10 % de la somme des jours visés à l'article 24 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et des jours déclarés comme jours assimilés auprès de l'O.N.S.S., augmenté des jours de repos compensatoire prévus par la convention collective de travail conclue annuellement au sein de la Commission paritaire de la Construction pour l'ensemble de tous les travailleurs manuels et apprentis, assujettis

pendant les mêmes trimestres aux lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés coordonnées le 28 juin 1971.

Ces 10 % sont arrondis arithmétiquement à l'unité la plus proche, 0,5 étant arrondi vers le haut. Si le résultat du calcul de  $m$  donne un chiffre négatif,  $m$  est censé être égal à zéro.

-  $n$  = le nombre total de jours de chômage en application de l'article 51 de la loi du 3 juillet 1978 précitée déclaré par l'employeur pour l'ensemble de tous les travailleurs manuels et apprentis, assujettis aux lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés coordonnées le 28 juin 1971, qu'il a occupés au cours des trois premiers trimestres de l'année calendrier précédente et du quatrième trimestre de l'année qui précède celle-ci, diminué de 20 % de la somme des jours visés à l'article 24 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 précité et des jours déclarés comme jours assimilés auprès de l'O.N.S.S., augmenté des jours de repos compensatoire prévus dans la convention collective de travail conclue annuellement au sein de la commission paritaire de la Construction pour l'ensemble de tous les travailleurs manuels et apprentis, assujettis pendant les mêmes trimestres aux lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés coordonnées le 28 juin 1971. Ces 20 % sont arrondis arithmétiquement à l'unité la plus proche, 0,5 étant arrondi vers le haut. Si le résultat du calcul de  $n$  donne un chiffre négatif,  $n$  est censé être égal à zéro.

-  $b$  = le montant forfaitaire de la cotisation par jour de chômage faisant partie de  $m$  ou de  $n$ .

$b$  est déterminé chaque année par arrêté royal, de façon à ce que la mesure visée dans le premier alinéa génère annuellement 250 millions de francs pour l'Office national des vacances annuelles.

Pour l'année 2000,  $b$  s'élève à 60 francs par jour.

La cotisation annuelle, due par l'employeur en raison du chômage résultant de causes économiques, est égale à  $(m + n)$  fois  $b$ .

Au cours du deuxième trimestre de chaque année, l'O.N.S.S. calcule le montant de la cotisation due par chaque employeur visé par l'article 21 de la loi du 27 juin 1969 précitée, pour autant que toutes les déclarations aient été reçues. En cas de réception tardive d'une ou de plusieurs déclarations, le calcul se fait après la réception de la dernière.

Le montant dû est communiqué à l'employeur au début du troisième trimestre, sauf dans le cas d'un calcul tardif où le montant lui est communiqué après ce calcul.

L'employeur doit payer le montant dû dans les mêmes délais que les cotisations de sécurité sociale relatives au deuxième trimestre.

Des modifications à la déclaration ne peuvent diminuer le montant dû.

Les dispositions qui précèdent produisent leurs effets dans les années 2000 et 2001. Le Roi peut prolonger la mesure visée au premier alinéa par arrêté délibéré en Conseil des ministres et déterminer le montant de  $b$  pour les années d'application supplémentaires. Elles sont applicables pour la première fois aux cotisations à verser en l'an 2000 ».

Aufgrund von Artikel 3 des Gesetzes vom 12. Juli 2000 wird diese Bestimmung zum 1. Januar 2000 wirksam.

B.2.2. Der durch das Gesetz vom 12. Juli 2000 eingeführte Verantwortlichkeitsbeitrag verfolgte in Ausführung des überberuflichen Abkommens 1999-2000 zwei Ziele: « die Einbeziehung der Arbeitgeber in die Verantwortung und die Bekämpfung der nicht bestimmungsgemäßen Nutzung der Tage wirtschaftlicher Arbeitslosigkeit » und « die strukturelle Sanierung des Systems des Jahresurlaubs » (*Parl. Dok.*, Kammer, 1999-2000, DOC 50-0588/002, S. 3).

In der Begründung ist diesbezüglich erläutert:

« La déclaration d'un nombre élevé de jours assimilés pour chômage économique entraîne pour l'Office national des vacances annuelles un coût d'environ 4 milliards de BEF par an en pécule de vacances brut. Jusqu'à présent, ce coût est entièrement supporté par la communauté. Afin de rendre les employeurs qui déclarent beaucoup de jours de chômage économique conscients de ce fait et pour diminuer en même temps la charge pour la communauté, il a été décidé d'instaurer une nouvelle cotisation spéciale qui devrait avoir un effet dissuasif sur l'utilisation impropre de ce type de jours assimilés. La mesure proposée prévoit la perception d'une cotisation pour chaque jour de chômage économique déclaré au-delà d'une norme fixée. La détermination du nombre de jours soumis à la cotisation spéciale se fait par employeur et sur base annuelle.

Le calcul de la cotisation est basé sur les jours déclarés pour les travailleurs manuels au courant des trois premiers trimestres de l'année précédente et du quatrième trimestre de l'année qui précède celle-ci. Le montant dû est perçu auprès des employeurs concernés par le biais d'un avis de débit annuel, au même moment que la cotisation pour le deuxième trimestre.

La mesure qui devrait rapporter 250 millions de BEF par an pour l'Office national des vacances annuelles entre en vigueur au 1er janvier 2000.

Pour atteindre le but fixé, il faut en même temps :

– percevoir une cotisation de 60 BEF par jour pour les jours de chômage économique dépassant 10 % du nombre global de jours déclarés (jours rémunérés, jours de vacances et jours assimilés),

– percevoir une deuxième cotisation supplémentaire de 60 BEF par jour pour les jours de chômage économique dépassant 20 % du nombre global de jours déclarés (ainsi la cotisation globale pour ces jours s'élève à 120 BEF par jour, puisqu'ils sont déjà inclus dans les jours dépassant 10 % du nombre global de jours déclarés).

Par l'effet dissuasif de cette cotisation sur l'utilisation impropre des jours de chômage économique dans la déclaration à la Sécurité sociale, le Gouvernement espère obtenir une diminution appréciable du nombre de jours de chômage économique indûment déclarés, permettant en première instance de limiter la mesure aux années 2000 et 2001. Néanmoins la possibilité d'une prolongation par le Roi a été prévue pour le cas où deux années d'application ne donneraient pas le résultat espéré » (*Doc. parl.*, Chambre, 1999-2000, DOC 50-0588/001, pp. 4-5).

Der Minister der Sozialen Angelegenheiten und der Pensionen hat präzisiert:

« La philosophie qui sous-tend cette dernière mesure est que l'ensemble des périodes assimilées dans le cadre du régime des vacances annuelles, pour lesquelles aucune cotisation n'est payée, représente une dépense de 9 milliards de francs par an. La part prise dans ce montant par le chômage économique est de 4 milliards de francs, dépense qui est financée en partie par une cotisation plus importante sur les catégories élevées de pécule de vacances et par les cotisations patronales générales perçues par l'ONSS. Le régime des vacances annuelles continue cependant à présenter un déficit structurel.

[...]

À côté du refinancement du régime des vacances annuelles, il importe également de recourir à la sensibilisation, surtout lorsqu'il s'agit d'entreprises qui déclarent un pourcentage élevé de jours de chômage économique. Cela entraîne en effet d'énormes frais supplémentaires pour le régime qui, à l'heure actuelle, sont entièrement supportés par la solidarité entre employeurs et travailleurs, vu qu'il n'existe pas de cotisation spécifique pour ce type de chômage. Dans cette optique de sensibilisation, le gouvernement a décidé de limiter en principe la mesure aux années 2000 et 2001; on procédera ensuite à une évaluation » (*Doc. parl.*, Sénat, 1999-2000, n° 2-452/3, pp. 2-3).

Einem Mitglied, das die Rückwirkung des Entwurfs kritisierte, hat der Minister außerdem geantwortet:

« Le ministre confirme que la mesure sera appliquée rétroactivement. Il déclare que le choix des trois premiers trimestres de l'année civile précédente et du dernier trimestre de l'année civile antérieure à celle-ci est lié au fait que l'on préfère travailler sur la base de données stables et au fait que les informations relatives au temps de travail et à la rémunération des travailleurs salariés (données ITRT) changent assez souvent à l'heure actuelle » (*ibid.*, p. 5).

Bezüglich des gewählten Bezugszeitraums hat der Minister geantwortet:

« [C]ette période de référence a été demandée par les interlocuteurs sociaux parce qu'elle offre une plus grande sécurité juridique. Les données relatives au dernier trimestre de chaque année peuvent en effet encore changer ultérieurement, ce que l'ONSS accepte sans problème.

Pour pouvoir se baser sur des données stables, on a choisi de partir des trois premiers trimestres de chaque année et du dernier trimestre de l'année précédente » (*ibid.*, p. 7).

B.2.3. In der durch das Gesetz vom 12. Juli 2000 eingeführten Form galt der durch Artikel 38 § 3*sexies* des Gesetzes vom 29. Juni 1981 vorgesehene Beitrag für die Jahre 2000 und 2001 für alle Arbeitgeber, auf die das Gesetz vom 27. Juni 1969 zur Revision des Erlassgesetzes vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer anwendbar ist.

Für das Jahr 2000 wurde der Verantwortlichkeitsbeitrag nach der in dem vorerwähnten Artikel 38 § 3*sexies* enthaltenen Formel auf der Grundlage der im Laufe der drei ersten Quartale des Jahres 1999 und des vierten Quartals des Jahres 1998 gemeldeten Tage wirtschaftlicher Arbeitslosigkeit berechnet.

B.2.4. Der königliche Erlass vom 4. Juli 2001 « zur Ausführung von Artikel 38 § 3*sexies* des Gesetzes vom 29. Juni 1981 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze der sozialen Sicherheit für Lohnempfänger » (nachstehend: königlicher Erlass vom 4. Juli 2001) hat für das Jahr 2001 den in Artikel 38 § 3*sexies* des Gesetzes vom 29. Juni 1981 erwähnten Pauschalbetrag « b » festgelegt.

B.3.1. In der durch Artikel 286 des Programmgesetzes vom 9. Juli 2004 ersetzten Fassung bestimmte Artikel 38 § 3*sexies* des Gesetzes vom 29. Juni 1981:

« Les employeurs auxquels est applicable la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs salariés et qui ressortissent à la commission paritaire de l'industrie de la construction sont, dans les conditions énoncées ci-après, redevables d'une cotisation annuelle calculée sur la base d'une partie des jours de chômage temporaire qu'ils ont déclarés pour leurs travailleurs manuels et apprentis assujettis aux lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 28 juin 1971.

L'Office national de sécurité sociale (ONSS) est chargé du calcul, de la perception et du recouvrement de cette cotisation.

Cette cotisation est assimilée à une cotisation de sécurité sociale, notamment en ce qui concerne les délais de paiement, l'application des sanctions civiles et des sanctions pénales, la surveillance, la désignation du juge compétent en cas de litige, la prescription en matière d'actions en justice, le privilège et la communication du montant de la déclaration de créance de l'institution chargée de la perception et du recouvrement des cotisations.

Le montant de la cotisation est calculé par travailleur manuel ou apprenti pour lequel l'employeur était, au cours de l'année civile en question, tenu de faire parvenir une déclaration en application de l'article 21 de la loi précitée du 27 juin 1969.

Le montant de la cotisation est fixé suivant la formule suivante :

$(A - B)$  fois  $F$

Où

$A$  = le nombre total de jours de chômage temporaire consécutif au manque de travail pour raisons économiques que l'employeur a déclarés pour chaque travailleur manuel ou apprenti assujéti aux lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 28 juin 1971, qu'il a occupé au cours de l'année civile précédente;

$B$  = un nombre de jours de chômage temporaire consécutif au manque de travail pour raisons économiques qui ne sont pas pris en considération pour le calcul de la cotisation; ce nombre est fixé par le Roi;

$F$  = un montant forfaitaire fixé par le Roi.

Le montant de la cotisation est calculé chaque année par l'ONSS et communiqué à l'employeur, sur la base des données relatives à l'année civile précédente qui ont été communiquées en application de l'article 21 de la loi précitée du 27 juin 1969.

En cas de réception tardive d'une ou plusieurs déclarations, le calcul se fait après la réception de la dernière.

La cotisation est due avec et dans les mêmes délais que les cotisations de sécurité sociale qui, sur la base de la loi précitée du 27 juin 1969, se rapportent au trimestre dans lequel le montant a été communiqué.

Des modifications à la déclaration ne peuvent diminuer le montant dû ».

Artikel 287 des Programmgesetzes vom 9. Juli 2004 besagt:

« L'article 286 entre en vigueur le 1er janvier 2005. La cotisation sera calculée et perçue une première fois dans le courant de l'année 2005, sur la base des données qui portent sur l'année 2004 ».

B.3.2. In der Begründung ist in Bezug auf diese Maßnahme angegeben:

« La nouvelle disposition s'applique uniquement aux employeurs du secteur de la construction. Elle met à exécution l'accord sectoriel 2003-2004 conclu dans le secteur de la construction. C'est le secteur lui-même qui a insisté pour responsabiliser les employeurs qui recourent excessivement au chômage technique (plus de 110 jours).



C'est justement en fonction des conditions spécifiques d'un secteur où le recours au régime de chômage technique est une réalité où une tendance vers un recours excessif existe, que le dispositif est limité au seul secteur de la construction.

Le but n'est pas de généraliser cette réglementation étant donné que la demande est liée au secteur et a été satisfaite après concertation avec celui-ci. Après 2 ans, ce dispositif sera évalué.

[...]

Les employeurs concernés doivent payer une cotisation dès que le nombre de jours de chômage temporaire consécutifs au manque de travail pour raisons économiques, calculé par travailleur, dépasse une limite déterminée. Cette limite est fixée par le Roi.

Le montant de la cotisation est calculé en multipliant le nombre de jours de chômage temporaire déclarés qui dépasse cette limite par un montant forfaitaire qui est fixé également par le Roi.

Pour ce qui est de la manière dont l'Office calcule et communique l'avis en question, par référence à ce qui se fait en matière d'avis de débit vacances annuelles le texte de loi se suffit à lui-même (d'où normalement la nécessité d'indiquer le moment où l'Office effectue ce calcul).

Le calcul et le recouvrement de la cotisation sont confiés à l'Office national de sécurité sociale.

La cotisation à payer sera calculée sur la base des déclarations que l'employeur a effectuées relative à l'année civile qui précède le calcul. Parce qu'il n'est possible qu'au moment auquel toutes les données sont disponibles, ce calcul se fera au cours du deuxième trimestre de cette année-là. S'il apparaît qu'à ce moment-là, toutes les données ne sont pas encore disponibles, le calcul est ajourné.

Une fois calculée et communiquée à l'employeur, la cotisation est recouvrée par l'ONSS. Pour cette raison, la disposition mentionne que la cotisation doit être payée en même temps que les cotisations trimestrielles ordinaires – la cotisation en question est ajoutée à celles qui doivent être payées dans le trimestre qui suit la communication du montant exact, donc normalement le troisième trimestre.

[...] » (*Doc. parl.*, Chambre, 2003-2004, DOC 51-1138/001 et 1139/001, pp. 151-153).

Hinsichtlich des Inkrafttretens ist in der Begründung auch erläutert:

« La cotisation sera calculée une première fois sur la base des données qui se rapportent à l'année 2004, et seront donc recouvrées une première fois au cours de l'année 2005. Ceci doit permettre de faire les démarches nécessaires au niveau de la mise au point administrative et de la communication » (*ibid.*, p. 153).

B.3.3. Aus dem Vorstehenden geht hervor, dass das Programmgesetz vom 9. Juli 2004 den Verantwortlichkeitsbeitrag ab 2005 erneut anwendbar gemacht hat, ihn aber auf Arbeitgeber des Bausektors (Arbeitgeber, « die der paritätischen Kommission für das Bauwesen unterstehen ») beschränkt hat.

Die Berechnungsweise des Verantwortlichkeitsbeitrags wurde ebenfalls geändert, denn er wurde ab dem Jahr 2005 nach einer Formel berechnet, deren Elemente « F » und « B » durch einen königlichen Erlass auf der Grundlage der im Laufe des vorangegangenen Kalenderjahrs gemeldeten Tage der wirtschaftlichen Arbeitslosigkeit bestimmt werden sollten.

B.3.4. Der königliche Erlass vom 17. September 2005 « zur Ausführung von Artikel 38 § 3*sexies* des Gesetzes vom 29. Juni 1981 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze der sozialen Sicherheit für Lohnempfänger » sieht vor, dass zur Berechnung des Betrags des Verantwortlichkeitsbeitrags « B = 110 Tage und F = 46,31 Euro » ist. Aufgrund seines Artikels 2 wurde dieser Erlass zum 1. Juli 2005 wirksam.

B.4.1. Durch Artikel 78 des Gesetzes vom 28. Dezember 2011 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen wurde Artikel 38 § 3*sexies* des Gesetzes vom 29. Juni 1981 wie folgt abgeändert:

« 1° In Absatz 1 werden die Wörter ‘ und die der paritätischen Kommission für das Bauwesen unterstehen ’ gestrichen.

2° Zwischen den Absätzen 4 und 5 wird ein neuer Absatz 5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

‘ Der König legt durch einen im Ministerrat beratenen Erlass und nach Stellungnahme des Nationalen Arbeitsrates die Formel und die Parameter der Berechnung des Beitrags fest. ’.

3° Im früheren Absatz 5, der Absatz 6 wird, werden die Wörter ‘ Der Betrag des Beitrags wird gemäß folgender Formel festgelegt: ’ durch die Wörter ‘ In Abweichung von Absatz 5 wird der Betrag des Beitrags für Arbeitgeber, die der paritätischen Kommission für das Bauwesen unterstehen, gemäß folgender Formel berechnet: ’ ersetzt ».

Aufgrund von Artikel 84 des Gesetzes vom 28. Dezember 2011 trat diese Bestimmung am 1. Januar 2012 in Kraft.

B.4.2. In der durch Artikel 78 des Gesetzes vom 28. Dezember 2011 abgeänderten Fassung bestimmte Artikel 38 § 3<sup>sexies</sup> des Gesetzes vom 29. Juni 1981:

« Die Arbeitgeber, auf die das Gesetz vom 27. Juni 1969 zur Revision des Erlassgesetzes vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer anwendbar ist, schulden unter den hiernach aufgeführten Bedingungen einen Jahresbeitrag, der auf der Grundlage eines Teils der Tage vorübergehender Arbeitslosigkeit berechnet wird, die sie für ihre Handarbeiter und Lehrlinge gemeldet haben, die den Gesetzen über den Jahresurlaub der Lohnempfänger, koordiniert am 28. Juni 1971, unterliegen.

Das Landesamt für soziale Sicherheit (LASS) ist mit der Berechnung, der Einziehung und der Beitreibung dieses Beitrags beauftragt.

Dieser Beitrag wird einem Sozialversicherungsbeitrag gleichgesetzt, insbesondere was die Zahlungsfristen, die Anwendung zivilrechtlicher Sanktionen und der Strafbestimmungen, die Überwachung, die Bestimmung des im Streitfall zuständigen Richters, die Verjährung in Sachen Klagen, das Vorzugsrecht und die Mitteilung des Betrags der Schuldforderung der mit der Einziehung und Beitreibung der Beiträge beauftragten Einrichtung betrifft.

Der Betrag des Beitrags wird pro Handarbeiter oder Lehrling berechnet, für den der Arbeitgeber im Laufe des betreffenden Kalenderjahres verpflichtet war, eine Erklärung in Anwendung von Artikel 21 des vorerwähnten Gesetzes vom 27. Juni 1969 zu übermitteln.

Der König legt durch einen im Ministerrat beratenen Erlass und nach Stellungnahme des Nationalen Arbeitsrates die Formel und die Parameter der Berechnung des Beitrags fest.

In Abweichung von Absatz 5 wird der Betrag des Beitrags für Arbeitgeber, die der paritätischen Kommission für das Bauwesen unterstehen, gemäß folgender Formel berechnet:

$(A - B) \text{ mal } F$

wobei

A die Gesamtanzahl Tage vorübergehender Arbeitslosigkeit infolge von Arbeitsmangel aus wirtschaftlichen Gründen ist, die der Arbeitgeber für jeden im Laufe des vorangehenden Kalenderjahres beschäftigten Handarbeiter oder Lehrling, der den Gesetzen über den Jahresurlaub der Lohnempfänger, koordiniert am 28. Juni 1971, unterliegt, gemeldet hat,

B eine Anzahl Tage vorübergehender Arbeitslosigkeit infolge von Arbeitsmangel aus wirtschaftlichen Gründen ist, die für die Berechnung des Beitrags nicht berücksichtigt werden; diese Anzahl wird vom König bestimmt,

F ein Pauschalbetrag ist, der vom König bestimmt wird.

Der Betrag des Beitrags wird jährlich vom LASS berechnet und dem Arbeitgeber mitgeteilt auf der Grundlage der Daten in Bezug auf das vorangehende Kalenderjahr, die in Anwendung von Artikel 21 des vorerwähnten Gesetzes vom 27. Juni 1969 mitgeteilt worden sind.

Bei verspätetem Erhalt einer oder mehrerer Erklärungen erfolgt die Berechnung nach Erhalt der letzten Erklärung.

Der Beitrag wird zusammen mit den Sozialversicherungsbeiträgen, die sich auf der Grundlage des vorerwähnten Gesetzes vom 27. Juni 1969 auf das Quartal beziehen, in dem der Betrag mitgeteilt worden ist, und innerhalb der gleichen Fristen wie diese Sozialversicherungsbeiträge geschuldet.

Änderungen in der Erklärung dürfen zu keiner Verringerung des geschuldeten Betrags führen ».

B.4.3.1. Artikel 78 des Gesetzes vom 28. Dezember 2011 hat seinen Ursprung in einem Abänderungsantrag, der folgendermaßen begründet wurde:

« Cotisation de responsabilisation pour cause de chômage économique

En exécution de l'accord de gouvernement, une responsabilisation des employeurs sera introduite, en cas d'utilisation excessive du chômage économique.

Cette cotisation n'est pas neuve et existe depuis quelques années pour le secteur de la construction. Dans les années 2000-2001, cette cotisation était d'application à tous les employeurs qui dépassaient un certain pourcentage de jours de chômage économique.

Ce chapitre détermine la base légale pour une nouvelle mesure générale. Les modalités concrètes de calcul seront déterminées par arrêté royal et ce, après avis du Conseil national du Travail. Les modalités seront déterminées en fonction des objectifs budgétaires » (*Doc. parl., Chambre, 2011-2012, DOC 53-1952/003, p. 7*).

Die Ministerin für Soziale Angelegenheiten hat außerdem angegeben:

« [L]a disposition permet, après concertation, d'appliquer le système de cotisation de responsabilisation pour cause de chômage économique à d'autres secteurs que celui de la construction. Cette extension se fera secteur par secteur, après une analyse de la situation concrète. C'est également sur la base de la situation concrète dudit secteur qu'il sera possible de déterminer si le recours au chômage économique y est excessif » (*Doc. parl., Chambre, 2011-2012, DOC 53-1952/011, p. 14*).

B.4.3.2. In Bezug auf diese Bestimmungen hat die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates die folgenden Anmerkungen gemacht:

« 1. L'article 38, § 3<sup>sexies</sup>, alinéa 5, de la loi du 29 juin 1981 'établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés' dispose que le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres et après avis du Conseil national du Travail, la formule et les paramètres avec lesquels la cotisation de responsabilisation pour cause de chômage économique due par les employeurs ne ressortissant pas à la Commission paritaire

de l'industrie de la construction est calculée. Compte tenu des principes constitutionnels qui gouvernent les relations entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, il y a lieu de mieux définir cette habilitation, car actuellement, elle signifie que la fixation de cette cotisation est entièrement laissée au pouvoir du Roi.

2. A cet égard, force est aussi de constater qu'à la suite des modifications en projet de l'article 38, § 3<sup>sexies</sup>, précité de la loi du 29 juin 1981, le montant de cette cotisation dû par les employeurs relevant de la Commission paritaire de l'industrie de la construction est totalement réglé dans la loi même, alors que tel n'est pas le cas pour les autres employeurs, ainsi qu'il a été exposé ci-dessus. Il va de soi que si cette méthode de travail devait donner lieu à un régime de cotisation différent, il faudrait justifier la distinction faite entre les employeurs à la lumière du principe constitutionnel d'égalité et de non-discrimination » (*Doc. parl.*, Chambre, 2011-2012, DOC 53-1952/013, pp. 6-7).

B.4.4. Durch die Streichung der Wörter « und die der paritätischen Kommission für das Bauwesen unterstehen » wurde durch Artikel 78 Nr. 1 des Gesetzes vom 28. Dezember 2011 der Anwendungsbereich des Verantwortlichkeitsbeitrags, der von da an nicht mehr auf den Bausektor beschränkt war, mit Wirkung zum 1. Januar 2012 allgemein ausgedehnt.

Mit dieser Maßnahme wurde das Regierungsabkommen vom 1. Dezember 2011 umgesetzt, dessen Punkt 2.1.5 « Die Beschäftigungsqualität erhöhen » vorsah:

« En concertation avec les partenaires sociaux, un mécanisme de responsabilisation des employeurs sera mis en place dès 2012 en cas de surconsommation de chômage temporaire, selon des modalités à déterminer, en tenant compte d'une certaine progressivité » (p. 94).

Diese Maßnahme entsprach ebenfalls dem Wunsch der Sozialpartner, da in dem überberuflichen Abkommen 2011-2012 « ein Verantwortlichkeitsmechanismus im Fall einer erheblichen Nutzung der wirtschaftlichen Arbeitslosigkeit, dessen Ertrag für das System der vorübergehenden Arbeitslosigkeit bestimmt ist » erwähnt ist, der « aktiviert wird, wenn eine bestimmte Grenze der Nutzung von Tagen der wirtschaftlichen Arbeitslosigkeit überschritten wird » (S. 16).

B.4.5. Durch Artikel 78 Nr. 2 des Gesetzes vom 28. Dezember 2011 wurde es allerdings dem König überlassen, durch einen im Ministerrat beratenen Erlass und nach Stellungnahme des Nationalen Arbeitsrates die Formel und die Parameter festzulegen, nach denen der Beitrag für andere als zum Bausektor gehörende Arbeitgeber berechnet würde. Für Letztere war die Berechnungsformel weiterhin in Artikel 38 § 3<sup>sexies</sup> Absatz 6 des Gesetzes vom 29. Juni 1981 vorgesehen.

B.5.1. Dem Nationalen Arbeitsrat wurde ein Antrag auf Stellungnahme bezüglich der Entwürfe für königliche Erlasse zur Umsetzung des fraglichen Artikels 38 § 3<sup>sexies</sup> in der durch das Gesetz vom 28. Dezember 2011 abgeänderten Fassung unterbreitet.

In seiner Stellungnahme Nr. 1.804 vom 27. Juni 2012 hat der Nationale Arbeitsrat die folgenden Anmerkungen zum Inkrafttreten der im Entwurf befindlichen königlichen Erlasse gemacht:

« En vue de laisser aux employeurs une possibilité de corriger la situation, le Conseil considère que l'introduction du système de responsabilisation doit impérativement avoir lieu le 1er janvier 2012 pour le recours au chômage économique se rapportant à l'année 2012. Une première perception des cotisations pour les journées excédant les limites fixées en 2012 va ainsi avoir lieu en 2013.

Il estime en effet que le système de responsabilisation appelé à être introduit prochainement ne peut s'appliquer aux journées de chômage temporaire déclarées en 2011 car cela équivaudrait à une rupture de contrat, les employeurs n'étant pas informés à ce moment de l'introduction de ce système et n'ayant dès lors pas eu la possibilité d'adapter leur comportement.

De manière générale et pour des raisons de praticabilité au niveau de l'accessibilité et de l'échange des données, le Conseil est d'avis que la perception des cotisations pour les journées de chômage temporaire excédant les limites de l'année X doit avoir lieu l'année X+1 ».

In seiner Stellungnahme Nr. 1.813 vom 25. September 2012 hat der Nationale Arbeitsrat die folgenden Anmerkungen zum Bezugszeitraum für die Berechnung des Jahresbeitrags gemacht:

« [E]n vue de rencontrer la préoccupation du Gouvernement de pouvoir imputer la recette de la mesure sur l'année budgétaire 2012, le Conseil suggère, dans la droite ligne de son avis unanime n° 1804 précité, de conserver l'année calendrier de 2012 comme période de référence pour le calcul de la cotisation annuelle.

Afin de rendre cette solution praticable, il propose concrètement, pour le calcul de la cotisation, de se baser sur les journées de chômage économique déclarées au cours des trois premiers trimestres de l'année 2012 et de faire une extrapolation se basant sur ces trois premiers trimestres pour le quatrième trimestre 2012. Sur cette base, des corrections pourront être opérées début de l'année 2013 en fonction de l'utilisation effective des journées de chômage économique durant le quatrième trimestre de 2012 ».

B.5.2. Es ist jedoch kein königlicher Erlass zur Umsetzung des fraglichen Artikels 38 § 3*sexies* in der durch das Gesetz vom 28. Dezember 2011 abgeänderten Fassung ergangen.

Der Gesetzgeber hat im Gegenteil entschieden, die Formel und die Berechnungsparameter des Verantwortlichkeitsbeitrags, der auf Arbeitgeber aus anderen Sektoren als dem Bausektors anwendbar ist, selbst vorzusehen.

B.6.1. Durch Artikel 24 des Gesetzes vom 30. Juli 2013 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen wurde Artikel 38 § 3*sexies* des Gesetzes vom 29. Juni 1981 wie folgt abgeändert:

« 1° Zwischen den Absätzen 1 und 2 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

‘ Der König kann durch einen im Ministerrat beratenen Erlass und nach Stellungnahme des Nationalen Arbeitsrates die Modalitäten bestimmen, auf deren Grundlage die gemeldeten Tage für Vollzeitarbeitnehmer, deren angegebene Arbeitsregelung weniger als fünf Tage pro Woche umfasst, für eine Dauer berücksichtigt werden, die der normalen Arbeitszeit in einer Vollzeitarbeitsregelung entspricht. ’

2° Der frühere Absatz 2, der Absatz 3 wird, wird wie folgt ergänzt:

‘ , der für die Globalverwaltung bestimmt ist. ’

3° Im früheren Absatz 4, der Absatz 5 wird, werden die Wörter ‘ im Laufe des betreffenden Kalenderjahres ’ durch die Wörter ‘ im Laufe des Kalenderjahres vor dem Jahr, in dem der Jahresbeitrag mitgeteilt wird, ’ ersetzt.

4° Der frühere Absatz 5, der Absatz 6 wird, wird wie folgt ersetzt:

‘ Der Betrag des Beitrags wird gemäß folgender Formel berechnet:

$$((a - b) + (a - c) + (a - d) + (a - e) + (a - f)) * n$$

wobei

- a = die Gesamtzahl der Tage vorübergehender Arbeitslosigkeit infolge von Arbeitsmangel aus wirtschaftlichen Gründen ist, die der Arbeitgeber für jeden Arbeiter oder Lehrling gemeldet hat, der den am 28. Juni 1971 koordinierten Gesetzen über den Jahresurlaub der Lohnempfänger unterliegt und der während des in Absatz 5 erwähnten Bezugszeitraums beschäftigt war,

- b = 110,

- c = 130,

- d = 150,
- e = 170,
- f = 200,

- n = ein Pauschalbetrag ist, der sich auf 20 EUR beläuft; weist die Rechenoperation (a -- b), (a - c), (a - d), (a - e) oder (a - f) jedoch ein negatives Ergebnis auf, so wird dieses Ergebnis in der Formel nicht berücksichtigt. ’

5° Zwischen dem früheren Absatz 5, der Absatz 6 wird, und dem früheren Absatz 6, der Absatz 8 wird, wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

‘ Der König kann nach der im letzten Absatz vorgesehenen Bewertung durch einen im Ministerrat beratenen Erlass und nach Stellungnahme des Nationalen Arbeitsrates die in Absatz 6 erwähnten Parameter ändern. Die aufgrund dieses Absatzes ergangenen Erlasse müssen spätestens zwölf Monate nach ihrer Veröffentlichung bestätigt werden. ’

6° Im früheren Absatz 6, der Absatz 8 wird, wird die Ziffer ‘ 5 ’ durch die Ziffer ‘ 6 ’ ersetzt.

7° Zwischen dem früheren Absatz 8, der Absatz 10 wird, und dem früheren Absatz 9, der Absatz 12 wird, wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

‘ Auf Vorschlag der paritätischen Kommission für das Bauwesen kann der König durch einen im Ministerrat beratenen Erlass und nach Stellungnahme des Nationalen Arbeitsrates den Berechnungsmodus für den in Absatz 6 vorgesehenen Beitrag auf Arbeitgeber für anwendbar erklären, die der vorerwähnten paritätischen Kommission unterstehen. ’

8° Der frühere Absatz 10, der Absatz 13 wird, wird wie folgt ergänzt:

‘ Das Landesamt für soziale Sicherheit (LASS) wird mit der Übertragung dieses Ertrags an das Landesamt für den Jahresurlaub beauftragt. ’

9° Der Paragraph wird durch fünf Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

‘ Der Minister der Beschäftigung kann eventuell nach Stellungnahme des in Artikel 18 § 1 des Königlichen Erlasses vom 3. Mai 2007 zur Festlegung der Regelung der Arbeitslosigkeit mit Betriebszuschlag erwähnten Beratungsausschusses über die Anerkennung als Unternehmen in Schwierigkeiten beschließen, im Rahmen einer in Artikel 14 desselben Erlasses vom 3. Mai 2007 erwähnten Anerkennung den Jahresbeitrag für das Jahr der Anerkennung und möglicherweise für das folgende Jahr um die Hälfte zu kürzen. Die Generaldirektion der kollektiven Arbeitsbeziehungen teilt dem Landesamt für soziale Sicherheit sofort und dem Nationalen Arbeitsrat alle drei Monate die Beschlüsse mit.

Der König kann durch einen im Ministerrat beratenen Erlass, der auf Vorschlag und nach Stellungnahme der zuständigen paritätischen Kommission gefasst worden ist, eine befristete Befreiung vom Jahresbeitrag für einen oder mehrere Sektoren vorsehen, die sich in einer wirtschaftlich riskanten Lage befinden. Der König legt durch einen im Ministerrat beratenen Erlass und nach Stellungnahme des Geschäftsführenden Ausschusses des Landesamtes für



Arbeitsbeschaffung fest, was unter ' wirtschaftlich riskanter Lage ' zu verstehen ist, sowie das Verfahren für die Gewährung einer Abweichung "befristete Befreiung" und die diesbezügliche Kontrolle.

Die Generaldirektion der kollektiven Arbeitsbeziehungen teilt dem Landesamt für soziale Sicherheit sofort und dem Nationalen Arbeitsrat alle drei Monate die Beschlüsse mit.

Der König kann unter außergewöhnlichen wirtschaftlichen Umständen durch einen im Ministerrat beratenen Erlass, der auf Vorschlag oder nach Stellungnahme des Nationalen Arbeitsrates gefasst worden ist, eine allgemein geltende befristete Abweichung vorsehen.

Der Nationale Arbeitsrat bewertet die Anwendung der in diesem Paragraphen aufgenommenen Vorschriften zum 30. September 2014. ' ».

Aufgrund von Artikel 25 des Gesetzes vom 30. Juli 2013 ist diese Bestimmung am Tag der Veröffentlichung des Gesetzes im *Belgischen Staatsblatt*, d. h. am 1. August 2013, in Kraft getreten.

B.6.2. In der durch Artikel 24 des Gesetzes vom 30. Juli 2013 abgeänderten Fassung bestimmte Artikel 38 § 3*sexies* des Gesetzes vom 29. Juni 1981:

« Die Arbeitgeber, auf die das Gesetz vom 27. Juni 1969 zur Revision des Erlassgesetzes vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer anwendbar ist, schulden unter den hiernach aufgeführten Bedingungen einen Jahresbeitrag, der auf der Grundlage eines Teils der Tage vorübergehender Arbeitslosigkeit berechnet wird, die sie für ihre Handarbeiter und Lehrlinge gemeldet haben, die den Gesetzen über den Jahresurlaub der Lohnempfänger, koordiniert am 28. Juni 1971, unterliegen.

Der König kann durch einen im Ministerrat beratenen Erlass und nach Stellungnahme des Nationalen Arbeitsrates die Modalitäten bestimmen, auf deren Grundlage die gemeldeten Tage für Vollzeit Arbeitnehmer, deren angegebene Arbeitsregelung weniger als fünf Tage pro Woche umfasst, für eine Dauer berücksichtigt werden, die der normalen Arbeitszeit in einer Vollzeit Arbeitsregelung entspricht.

Das Landesamt für soziale Sicherheit (LASS) ist mit der Berechnung, der Einziehung und der Beitreibung dieses Beitrags beauftragt, der für die Globalverwaltung bestimmt ist.

Dieser Beitrag wird einem Sozialversicherungsbeitrag gleichgesetzt, insbesondere was die Zahlungsfristen, die Anwendung zivilrechtlicher Sanktionen und der Strafbestimmungen, die Überwachung, die Bestimmung des im Streitfall zuständigen Richters, die Verjährung in Sachen Klagen, das Vorzugsrecht und die Mitteilung des Betrags der Schuldforderung der mit der Einziehung und Beitreibung der Beiträge beauftragten Einrichtung betrifft.

Der Betrag des Beitrags wird pro Handarbeiter oder Lehrling berechnet, für den der Arbeitgeber im Laufe des Kalenderjahres vor dem Jahr, in dem der Jahresbeitrag mitgeteilt

wird, verpflichtet war, eine Erklärung in Anwendung von Artikel 21 des vorerwähnten Gesetzes vom 27. Juni 1969 zu übermitteln.

Der Betrag des Beitrags wird gemäß folgender Formel berechnet:

$$((a - b) + (a - c) + (a - d) + (a - e) + (a - f)) * n$$

wobei

- a = die Gesamtzahl der Tage vorübergehender Arbeitslosigkeit infolge von Arbeitsmangel aus wirtschaftlichen Gründen ist, die der Arbeitgeber für jeden Arbeiter oder Lehrling gemeldet hat, der den am 28. Juni 1971 koordinierten Gesetzen über den Jahresurlaub der Lohnempfänger unterliegt und der während des in Absatz 5 erwähnten Bezugszeitraums beschäftigt war,

$$- b = 110,$$

$$- c = 130,$$

$$- d = 150,$$

$$- e = 170,$$

$$- f = 200,$$

- n = ein Pauschalbetrag ist, der sich auf 20 EUR beläuft; weist die Rechenoperation (a - b), (a - c), (a - d), (a - e) oder (a - f) jedoch ein negatives Ergebnis auf, so wird dieses Ergebnis in der Formel nicht berücksichtigt.

Der König kann nach der im letzten Absatz vorgesehenen Bewertung durch einen im Ministerrat beratenen Erlass und nach Stellungnahme des Nationalen Arbeitsrates die in Absatz 6 erwähnten Parameter ändern. Die aufgrund dieses Absatzes ergangenen Erlasse müssen spätestens zwölf Monate nach ihrer Veröffentlichung bestätigt werden.

In Abweichung von Absatz 5 wird der Betrag des Beitrags für Arbeitgeber, die der paritätischen Kommission für das Bauwesen unterstehen, gemäß folgender Formel berechnet:

$$(A - B) \text{ mal } F$$

wobei

A die Gesamtanzahl Tage vorübergehender Arbeitslosigkeit infolge von Arbeitsmangel aus wirtschaftlichen Gründen ist, die der Arbeitgeber für jeden im Laufe des vorangehenden Kalenderjahres beschäftigten Handarbeiter oder Lehrling, der den Gesetzen über den Jahresurlaub der Lohnempfänger, koordiniert am 28. Juni 1971, unterliegt, gemeldet hat,

B eine Anzahl Tage vorübergehender Arbeitslosigkeit infolge von Arbeitsmangel aus wirtschaftlichen Gründen ist, die für die Berechnung des Beitrags nicht berücksichtigt werden; diese Anzahl wird vom König bestimmt,

F ein Pauschalbetrag ist, der vom König bestimmt wird.

Der Betrag des Beitrags wird jährlich vom LASS berechnet und dem Arbeitgeber mitgeteilt auf der Grundlage der Daten in Bezug auf das vorangehende Kalenderjahr, die in Anwendung von Artikel 21 des vorerwähnten Gesetzes vom 27. Juni 1969 mitgeteilt worden sind.

Bei verspätetem Erhalt einer oder mehrerer Erklärungen erfolgt die Berechnung nach Erhalt der letzten Erklärung.

Auf Vorschlag der paritätischen Kommission für das Bauwesen kann der König durch einen im Ministerrat beratenen Erlass und nach Stellungnahme des Nationalen Arbeitsrates den Berechnungsmodus für den in Absatz 6 vorgesehenen Beitrag auf Arbeitgeber für anwendbar erklären, die der vorerwähnten paritätischen Kommission unterstehen.

Der Beitrag wird zusammen mit den Sozialversicherungsbeiträgen, die sich auf der Grundlage des vorerwähnten Gesetzes vom 27. Juni 1969 auf das Quartal beziehen, in dem der Betrag mitgeteilt worden ist, und innerhalb der gleichen Fristen wie diese Sozialversicherungsbeiträge geschuldet.

Änderungen in der Erklärung dürfen zu keiner Verringerung des geschuldeten Betrags führen. Das Landesamt für soziale Sicherheit (LASS) wird mit der Übertragung dieses Ertrags an das Landesamt für den Jahresurlaub beauftragt.

Der Minister der Beschäftigung kann eventuell nach Stellungnahme des in Artikel 18 § 1 des Königlichen Erlasses vom 3. Mai 2007 zur Festlegung der Regelung der Arbeitslosigkeit mit Betriebszuschlag erwähnten Beratungsausschusses über die Anerkennung als Unternehmen in Schwierigkeiten beschließen, im Rahmen einer in Artikel 14 desselben Erlasses vom 3. Mai 2007 erwähnten Anerkennung den Jahresbeitrag für das Jahr der Anerkennung und möglicherweise für das folgende Jahr um die Hälfte zu kürzen. Die Generaldirektion der kollektiven Arbeitsbeziehungen teilt dem Landesamt für soziale Sicherheit sofort und dem Nationalen Arbeitsrat alle drei Monate die Beschlüsse mit.

Der König kann durch einen im Ministerrat beratenen Erlass, der auf Vorschlag und nach Stellungnahme der zuständigen paritätischen Kommission gefasst worden ist, eine befristete Befreiung vom Jahresbeitrag für einen oder mehrere Sektoren vorsehen, die sich in einer wirtschaftlich riskanten Lage befinden. Der König legt durch einen im Ministerrat beratenen Erlass und nach Stellungnahme des Geschäftsführenden Ausschusses des Landesamtes für Arbeitsbeschaffung fest, was unter ' wirtschaftlich riskanter Lage ' zu verstehen ist, sowie das Verfahren für die Gewährung einer Abweichung ' befristete Befreiung ' und die diesbezügliche Kontrolle.

Die Generaldirektion der kollektiven Arbeitsbeziehungen teilt dem Landesamt für soziale Sicherheit sofort und dem Nationalen Arbeitsrat alle drei Monate die Beschlüsse mit.

Der König kann unter außergewöhnlichen wirtschaftlichen Umständen durch einen im Ministerrat beratenen Erlass, der auf Vorschlag oder nach Stellungnahme des Nationalen Arbeitsrates gefasst worden ist, eine allgemein geltende befristete Abweichung vorsehen.

Der Nationale Arbeitsrat bewertet die Anwendung der in diesem Paragraphen aufgenommenen Vorschriften zum 30. September 2014 ».

B.6.3.1. In der Begründung des Gesetzes vom 30. Juli 2013 wurde erklärt:

« Ce chapitre a pour but d'élaborer une réglementation générale et une formule pour une cotisation annuelle en cas de surconsommation du système de chômage économique.

Une cotisation semblable existe déjà pour le secteur de la construction, mais le projet actuel introduit une réglementation générale qui est valable pour tous les secteurs, à l'exception de la construction qui conserve sa réglementation existante.

Jusqu'à présent, la recette de la mesure existante était directement destinée à l'Office national des vacances annuelles. Celui-ci est en effet confronté à un surcoût, vu le fait que le nombre de jours en chômage économique est pris en compte pour le calcul des pécules de vacances, alors qu'il n'y a pas de cotisations sociales correspondantes. La recette de la cotisation annuelle du secteur de la construction suffisait jusqu'à présent pour compenser ce coût supplémentaire pour l'Office national des vacances annuelles.

La cotisation annuelle est calculée sur base d'un nombre de jours de chômage économique déclaré pour le travailleur en question, comme c'est le cas pour le secteur de la construction. La différence est que, dans la disposition générale, le montant forfaitaire par jour augmente au fur et à mesure qu'il y a plus de jours déclarés, tandis que dans le secteur de la construction, il reste inchangé.

La différence de traitement entre la mesure générale et la mesure pour le secteur de la construction est historique.

La mesure pour le secteur de la construction est une exécution de l'accord sectoriel 2003-2004 conclu dans le secteur de la construction. C'était le secteur lui-même qui insistait pour responsabiliser les employeurs qui faisaient un usage excessif du chômage temporaire (plus de 110 jours).

C'était en même temps une compensation pour la permission de doubler le nombre d'heures supplémentaires sur base annuelle dans le secteur.

La nouvelle mesure, pour l'ensemble des secteurs, est plus sophistiquée dans le sens où elle est plus avantageuse pour celui qui fait peu usage du système. La cotisation journalière augmente d'ailleurs de manière exponentielle au fur et à mesure que l'on déclare plus de jours. Ce système met donc un frein supplémentaire à l'usage excessif du système.

Vu que la mesure pour le secteur de la construction est la conséquence d'un accord sectoriel, il n'était pas opportun de déclarer que la mesure générale leur était immédiatement applicable. C'est pourquoi, la possibilité a été prévue, pour le secteur, de passer, à sa convenance, à la mesure générale. Ainsi, le secteur de la construction dispose du temps suffisant pour préparer le passage.

La limite de la cotisation est prévue par la loi, mais le Roi peut l'adapter moyennant avis du Conseil National du Travail et concertation de l'arrêté en Conseil des ministres.

[...]

Aussi bien pour le régime général que pour le régime qui concerne le secteur de la construction, la période de référence qui s'applique pour la détermination du nombre de jours de chômage économique est l'année calendrier précédant l'année de la communication.

Si le secteur de la construction le souhaite, il peut, pour le calcul du montant de la cotisation, adhérer à la réglementation générale et renoncer à son propre système » (*Doc. parl.*, Chambre, 2012-2013, DOC 53-2891/001, pp. 16-18).

In Bezug auf den im Entwurf befindlichen Artikel, der zu Artikel 24 des Gesetzes vom 30. Juli 2013 geworden ist, ist in der Begründung erläutert:

« Cet article prévoit une possibilité pour le Roi de prévoir une conversion du nombre de jours de chômage économique pour les travailleurs déclarés à temps plein, mais dont le régime de travail s'élève à moins de 5 jours par semaine.

Ensuite, une formule de calcul de la cotisation dans le système général est fixée et une exception est prévue pour le secteur de la construction.

La période de référence dans laquelle le nombre de jours de chômage économique est comptabilisé est fixée pour le système général et pour le secteur de la construction.

Le Roi a la possibilité, sur proposition du secteur de la construction, de déclarer le système général d'application pour ce secteur.

Quelques exceptions sont prévues pour des catégories spécifiques d'employeurs.

Ainsi pour les entreprises en difficulté, qui sont reconnues comme telles, le Ministre de l'Emploi peut décider de la réduction de la moitié de la cotisation annuelle.

En outre, le Roi peut prévoir une dérogation momentanée pour un ou plusieurs secteurs sur proposition ou avis de la commission paritaire.

Le Roi peut aussi prévoir une dérogation générale momentanée sur proposition ou avis du Conseil National du Travail » (*ibid.*, pp. 18-19).

Hinsichtlich des Inkrafttretens dieser Änderung präzisiert die Begründung:

« La date d'entrée en vigueur de ce chapitre coïncide avec la date de publication de la présente loi au *Moniteur belge* » (*ibid.*, p. 19).

Die Ministerin für Beschäftigung hat außerdem erklärt:

« [L]a réglementation est complexe et peu justifiée sur le plan pédagogique. Dans de nombreux cas, les systèmes se sont développés progressivement, alors que l'on peut se poser des questions sur la pertinence d'éléments de ces systèmes pour la situation actuelle.

Il est nécessaire de mettre un frein au système du chômage temporaire: le système constitue un amortisseur important sur notre marché du travail, mais certaines entreprises y recourent trop longtemps sans rechercher une solution durable dans l'intervalle. À l'avenir, on instaurera un régime de formation pour les travailleurs qui sont au chômage économique.

L'outil des caisses de vacances est utilisé pour que les personnes qui sont en chômage économique reçoivent leur pécule de vacances, sans qu'il y ait en contrepartie des cotisations sociales; la réglementation à l'examen vise un certain équilibre en la matière. Aucune décision n'a encore été prise concernant l'attribution du produit de la lutte contre les abus à l'Office national des vacances annuelles, car on ne sait pas encore clairement si cette instance a réellement besoin de ces moyens.

Le secteur de la construction relèvera désormais du régime général, mais, à la demande des partenaires sociaux du secteur, le régime dérogatoire sera maintenu pendant une période transitoire encore indéterminée, étant donné que les paramètres de calcul appliqués à la suite d'une CCT sectorielle sont différents et qu'une transition immédiate pourrait dès lors poser des problèmes pratiques » (*Doc. parl.*, Chambre, 2012-2013, DOC 53-2891/007, pp. 17-18).

Sie hat auch präzisiert:

« Le chapitre 10 contient des dispositions concernant l'usage abusif du chômage économique. En exécution de l'accord gouvernemental, un mécanisme de responsabilisation est introduit pour les employeurs qui font un usage abusif du chômage économique. La cotisation est perçue chaque année par l'onss sur base des déclarations onss de l'année précédente. La perception des cotisations aura lieu pour la première fois en 2013 sur base des déclarations de 2012 » (*Doc. parl.*, Sénat, 2012-2013, n° 5-2218/3, p. 8).

B.6.3.2. Was diese Bestimmungen betrifft, hat die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates auf ihre Stellungnahme 52.302/1 vom 13. November 2012 (*Parl. Dok.*, Kammer, 2012-2013, DOC 53-2891/001, S. 30) verwiesen, in der sie in Bezug auf den im Entwurf befindlichen sehr ähnlichen Bestimmungen angemerkt hatte:

« L'article 3 du projet prévoit que la loi dont le projet est à l'examen entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

La disposition en projet implique non seulement que la loi entre en vigueur, mais aussi qu'elle peut être appliquée, en 2012. L'auteur du projet devra par conséquent veiller à ce que la loi en projet soit publiée dans les plus brefs délais ».

B.6.4. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass durch Artikel 24 Nr. 4 des Gesetzes vom 30. Juli 2013, der am 1. August 2013 in Kraft getreten ist, die durch Artikel 78 Nr. 2 des Gesetzes vom 28. Dezember 2011 erteilte Ermächtigung des Königs zurückgenommen wurde, um die Formel und die Berechnungsparameter des Verantwortlichkeitsbeitrags für Arbeitgeber aus anderen Sektoren als dem Bausektor im Gesetz selbst zu bestimmen.

B.7.1. Durch Artikel 26 des Gesetzes vom 16. Mai 2016 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen im Bereich Soziales (nachstehend: Gesetz vom 16. Mai 2016) wurde Artikel 38 § 3*sexies* des Gesetzes vom 29. Juni 1981 erneut abgeändert. Aufgrund von Artikel 27 des Gesetzes vom 16. Mai 2016 ist diese Abänderungsbestimmung zum 1. April 2016 wirksam geworden.

Diese Abänderung, mit der das zwischen den Sozialpartnern (Zehnergruppe) abgeschlossene Abkommen umgesetzt wurde, verfolgt zwei Ziele: einerseits die Erhebung eines Quartals- statt eines Jahresbeitrags, der « auf der Grundlage der Zahl der Arbeitslosigkeitstage im Laufe eines Bezugszeitraums, der jeweils die vier letzten aufeinanderfolgenden Quartale abdeckt, » berechnet wird (*Parl. Dok.*, Kammer, 2015-2016, DOC 54-1722/002, S. 2) und andererseits die Berechnung des Beitrags nicht mehr auf der Grundlage der Zahl der Tage, die die « zulässige » Zahl an Tagen überschreitet, sondern « auf der Grundlage der gesamten Tage der vorübergehenden Arbeitslosigkeit im Laufe des Quartals der Überschreitung » (ebd., SS. 2 und 6).

Diese Änderung wirkt sich nicht auf die Prüfung der vorliegenden Vorabentscheidungsfrage aus.

#### *Zur Hauptsache*

B.8. Der Gerichtshof wird zur Vereinbarkeit von Artikel 38 § 3*sexies* des Gesetzes vom 29. Juni 1981, wie er durch das Gesetz vom 28. Dezember 2011 und das Gesetz vom 30. Juli 2013 abgeändert wurde, mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den Grundsätzen der Nichtrückwirkung der Gesetze und der Rechtssicherheit befragt, « indem er es dem Landesamt für soziale Sicherheit ermöglicht, von einem Arbeitgeber einen Verantwortlichkeitsbeitrag für das Jahr 2012 zu fordern aufgrund von Anwendungskriterien

und –modalitäten, die für dieses Jahr 2012 durch das Gesetz vom 30. Juli 2013 festgelegt wurden ».

B.9. Die vor dem vorlegenden Richter anhängige Streitsache betrifft die Zahlung eines Verantwortlichkeitsbeitrags, der vom Landesamt für soziale Sicherheit (LASS) von einem im Reinigungssektor tätigen Unternehmen « für das Jahr 2012 » gefordert wird. Dieser Beitrag wird von dem vorlegenden Richter als Beitrag « für das Jahr 2012 » qualifiziert, der « aufgrund von Anwendungskriterien und –modalitäten, die für dieses Jahr 2012 durch das Gesetz vom 30. Juli 2013 festgelegt wurden, » berechnet wurde.

B.10. Es ist zu prüfen, ob der Verantwortlichkeitsbeitrag hinsichtlich seines Ziels und seiner Modalitäten, wie er aufgrund der Gesetze vom 28. Dezember 2011 und vom 30. Juli 2013 angewandt wird, bezüglich des Jahres 2012 als rückwirkend eingestuft werden kann.

B.11.1. Aus dem Kontext und der Entwicklung der Gesetzgebung der fraglichen Bestimmung, die in B.2 bis B.7 dargelegt wurden, geht hervor, dass der Verantwortlichkeitsbeitrag im Gesetz vom 12. Juli 2000 ursprünglich als eine vorübergehende allgemeine Maßnahme gedacht war. Er wurde anschließend durch das Programmgesetz vom 9. Juli 2004 nur für den Bausektor eingeführt, bevor er durch das Gesetz vom 28. Dezember 2011 auf alle Sektoren allgemein ausgedehnt wurde.

Seit seiner Einführung durch das Gesetz vom 12. Juli 2000 bis vor das Inkrafttreten des Gesetzes vom 16. Mai 2016 war der Verantwortlichkeitsbeitrag als ein Jahresbeitrag konzipiert, der einmal im Jahr erhoben wird.

B.11.2. Unabhängig von der Art der Erhebung – jährlich oder quartalsweise – wurde die Berechnung des Verantwortlichkeitsbeitrags vom LASS stets auf der Grundlage der Tage der wirtschaftlichen Arbeitslosigkeit vorgenommen, die im Laufe eines bestimmten Bezugszeitraums gemeldet wurden.

Dieser Bezugszeitraum hat eine Dauer von einem Jahr (entweder das Kalenderjahr oder vier Quartale) und kann nur vor dem Zeitpunkt der Erhebung des Beitrags liegen, da in den in B.2.2 erwähnten Vorarbeiten angegeben ist, dass die Sozialpartner einen Bezugszeitraum wünschten, der es ermöglicht, über stabile Daten zu verfügen.



B.11.3. Die Formel zur Berechnung des Verantwortlichkeitsbeitrags hat sich mit der Zeit ebenfalls geändert.

Sie war ursprünglich für das Jahr 2000 im Text des Gesetzes vom 12. Juli 2000 enthalten und 2001 war sie im königlichen Erlass vom 4. Juli 2001 vorgesehen.

Für den Bausektor ist die Formel seit dem Inkrafttreten des Programmgesetzes vom 9. Juli 2004 durch den Gesetzestext vorgesehen.

Als mit dem Gesetz vom 28. Dezember 2011 der Verantwortlichkeitsbeitrag verallgemeinert wurde, wurde durch das Gesetz der König beauftragt, « durch einen im Ministerrat beratenen Erlass und nach Stellungnahme des Nationalen Arbeitsrates die Formel und die Parameter, nach denen der Beitrag berechnet wird, » festzulegen. In Ermangelung von königlichen Erlassen wurden diese Formel und Parameter durch das Gesetz vom 30. Juli 2013 im Gesetzestext festgelegt.

B.11.4. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass in Bezug auf die Berechnung des Verantwortlichkeitsbeitrags vor dem Inkrafttreten des Gesetzes vom 16. Mai 2016 zwischen einerseits dem jährlichen Bezugszeitraum und andererseits dem Jahr der Erhebung unterschieden werden muss.

B.12.1. Eine Regel ist als rückwirkend einzustufen, wenn sie auf Fakten, Handlungen und Situationen Anwendung findet, die zum Zeitpunkt ihres Inkrafttretens endgültig abgeschlossen waren.

Im vorliegenden Fall muss dies unter Berücksichtigung des Umstands beurteilt werden, dass der Verantwortlichkeitsbeitrag analog zum Steuerjahr im Rahmen der Einkommensteuer auf der Grundlage eines jährlichen Bezugszeitraums berechnet wird. Die Schuld bezüglich dieses Beitrags entsteht erst nach Ablauf dieses Bezugszeitraums auf der Grundlage von Berechnungselementen, die nur im Nachhinein bekannt sein können – im vorliegenden Fall die Zahl der Tage der wirtschaftlichen Arbeitslosigkeit, die während dieses Bezugszeitraums gemäß der fraglichen Bestimmung gemeldet wurden. Ab dem Zeitpunkt, zu dem diese Elemente bekannt sind, kann der geschuldete Beitrag erhoben werden.

B.12.2. In der durch das am 1. Januar 2012 geltende Gesetz vom 28. Dezember 2011 geregelten Form musste der Verantwortlichkeitsbeitrag auf der Grundlage des Bezugsjahres 2012 berechnet werden und zum ersten Mal 2013 gemäß der Formel und den Parametern, die vom König festgelegt wurden, erhoben werden.

Diese Formel und Parameter waren im Gesetz vom 30. Juli 2013 vorgesehen, das am 1. August 2013 in Kraft trat.

B.12.3. Für die Arbeitgeber, die den fraglichen Beitrag 2013 auf der Grundlage der Zahl der 2012 gemeldeten Tage der wirtschaftlichen Arbeitslosigkeit schuldeten, begann der Bezugszeitraum, der dem Kalenderjahr entspricht, am 1. Januar 2012 und endete am 31. Dezember 2012.

Artikel 78 des Gesetzes vom 28. Dezember 2011 ist vor dem Ende dieses Zeitraums veröffentlicht worden und in Kraft getreten und somit vor dem Entstehen der Schuld des Verantwortlichkeitsbeitrags, der möglicherweise von Arbeitgebern aus anderen Sektoren als dem Bausektor für das Bezugsjahr 2012 zu zahlen war.

Die Einführung des Verantwortlichkeitsbeitrags für Arbeitgeber aus anderen Sektoren als dem Bausektor ab dem Bezugsjahr 2012 ist daher nicht an sich rückwirkend.

B.12.4. Artikel 24 des Gesetzes vom 30. Juli 2013, der im Gesetzestext die Formel und Berechnungsparameter des Verantwortlichkeitsbeitrags festlegt, ist am 1. August 2013 veröffentlicht worden und in Kraft getreten, also nach dem Ende des Bezugszeitraums 2012, das heißt nach dem Entstehen der Schuld des Verantwortlichkeitsbeitrags, der möglicherweise von Arbeitgebern aus anderen Sektoren als dem Bausektor auf der Grundlage des Bezugsjahres 2012 zu zahlen war.

Die Anwendung der Berechnungsformel und -modalitäten des Verantwortlichkeitsbeitrags, die durch das Gesetz vom 30. Juli 2013 festgelegt wurden, auf Arbeitgeber aus anderen Sektoren als dem Bausektor für das Bezugsjahr 2012 verbindet die rechtlichen Folgen mit einem zum Zeitpunkt des Inkrafttretens von Artikel 24 des Gesetzes

vom 30. Juli 2013, nämlich dem 1. August 2013, endgültig abgelaufenen Bezugsjahr. Die fragliche Bestimmung ist somit rückwirkend.

Diese Rückwirkung ist jedoch insoweit beschränkt, als sie nur die Berechnungsmodalitäten des Verantwortlichkeitsbeitrags und nicht seine Anwendung ab dem Bezugsjahr 2012 auf Arbeitgeber aus anderen Sektoren als dem Bausektor betrifft.

B.13. Die Nichtrückwirkung gesetzeskräftiger Normen ist eine Garantie zur Vermeidung von Rechtsunsicherheit. Diese Garantie erfordert es, dass der Rechtsinhalt vorhersehbar und zugänglich ist, damit der Rechtsunterworfenen in einem vernünftigen Maße die Folgen eines bestimmten Handelns zum Zeitpunkt der Ausführung dieser Handlung vorhersehen kann. Die Rückwirkung ist nur zu rechtfertigen, wenn sie zur Verwirklichung einer Zielsetzung des Allgemeininteresses unerlässlich ist.

B.14.1. Der Verantwortlichkeitsbeitrag stellt eine Maßnahme dar, mit der einerseits die Arbeitgeber, die die wirtschaftliche Arbeitslosigkeit übermäßig in Anspruch nehmen, zur Verantwortung gezogen werden und die andererseits ein Haushaltsziel verfolgt.

B.14.2. Diese legitimen Ziele rechtfertigen es, dass die Berechnungsformel und -modalitäten des Verantwortlichkeitsbeitrags, die durch Artikel 24 des Gesetzes vom 30. Juli 2013 festgelegt wurden, rückwirkend auf das Bezugsjahr 2012 angewandt werden.

Den Arbeitgebern, die einem anderen als dem Bausektor angehören, musste nämlich ab dem Inkrafttreten des Gesetzes vom 28. Dezember 2011, das heißt ab dem 1. Januar 2012, bekannt sein, dass sie im Fall eines übermäßigen Rückgriffs auf die wirtschaftliche Arbeitslosigkeit einen Verantwortlichkeitsbeitrag zahlen müssen. Auch wenn sie zu diesem Zeitpunkt die genauen Berechnungsmodalitäten dieses Beitrags nicht kannten, war er ihnen doch grundsätzlich bekannt und sie konnten daher ihr Verhalten dadurch anpassen, dass sie das System der wirtschaftlichen Arbeitslosigkeit weniger in Anspruch nahmen. Durch die Anwendung der 2013 in Kraft getretenen Formel und Parameter auf das Bezugsjahr 2012 kann der Gesetzgeber infolgedessen sein Ziel erreichen, die Arbeitgeber in die Verantwortung einzubeziehen und die übermäßige Inanspruchnahme der wirtschaftlichen Arbeitslosigkeit zu bekämpfen.

B.14.3. Wie aus den in B.6.3 erwähnten Vorarbeiten ersichtlich ist, wollte der Gesetzgeber diese Maßnahme außerdem ab 2012 nicht nur anwenden können, um den Beitragsbetrag in den Haushalt aufnehmen zu können, sondern auch, um dem Wunsch der Vertreter der betreffenden Sektoren nachzukommen.

Wie in B.4.4 erwähnt, wurde in dem zwischen den Sozialpartnern abgeschlossenen Abkommen die allgemeine Einführung der Maßnahme ab 2012 verlangt. Dem Nationalen Arbeitsrat wurden Entwürfe für königliche Erlasse zur Stellungnahme vorgelegt und aus den in B.5.1 erwähnten Stellungnahmen des Nationalen Arbeitsrats geht hervor, dass dieser der Meinung war, dass die allgemeine Einführung des Verantwortlichkeitsbeitrags « unbedingt am 1. Januar 2012 für die Inanspruchnahme der wirtschaftlichen Arbeitslosigkeit im Jahr 2012 stattfinden muss ».

Die Anwendung der 2013 in Kraft getretenen Formel und Parameter auf das Bezugsjahr 2012 für die Berechnung des Verantwortlichkeitsbeitrags, der möglicherweise von einem Arbeitgeber aus einem anderen Sektor als dem Bausektor zu zahlen ist, ermöglicht es zudem, den zeitlichen Anwendungsbereich der Berechnungsformel und -parameter des Verantwortlichkeitsbeitrags mit dem zeitlichen Anwendungsbereich der allgemeinen Einführung dieses Beitrags, die sich aus dem Gesetz vom 28. Dezember 2011 ergibt, in Übereinstimmung zu bringen. Die rückwirkende Anwendung der fraglichen Bestimmung auf das Bezugsjahr 2012 war also notwendig, damit Artikel 78 des Gesetzes vom 28. Dezember 2011 für den Bezugszeitraum, der dem Abkommen der Sozialpartner entsprach, entsprechend wirksam werden konnte.

Artikel 24 des Gesetzes vom 30. Juli 2013 beschränkt sich daher darauf, den im vorerwähnten Gesetz vom 28. Dezember 2011 enthaltenen Grundsatz zu präzisieren. Die betroffenen Arbeitgeber können folglich nicht vernünftigerweise behaupten, von der Anwendung der fraglichen Bestimmung ab dem Bezugsjahr 2012 überrascht worden zu sein.

B.14.4. Im Übrigen entsteht durch die in Artikel 24 des Gesetzes vom 30. Juli 2013 enthaltene Formel und Parameter keine Rechtsunsicherheit. Es kann nämlich nicht davon ausgegangen werden, dass die rechtmäßigen Erwartungen der betroffenen Arbeitgeber verletzt wurden, denn die durch Artikel 24 des Gesetzes vom 30. Juli 2013 festgelegte gesetzliche Formel greift eine Schwelle von 110 Tagen wirtschaftlicher Arbeitslosigkeit auf,

die mit der identisch ist, die vorher in der fraglichen Bestimmung für den Bausektor vorgesehen war. Artikel 24 des Gesetzes vom 30. Juli 2013 bestätigt also nur eine Grenze, deren Tragweite in Sachen wirtschaftlicher Arbeitslosigkeit die Adressaten bereits kannten.

B.14.5. Angesichts des Vorstehenden ermöglicht somit die Anwendung der 2013 in Kraft getretenen Formel und Parameter für die Berechnung des Verantwortlichkeitsbeitrags, der möglicherweise von Arbeitgebern aus anderen Sektoren als dem Bausektor zu zahlen ist, auf das Bezugsjahr 2012, Ziele des Allgemeininteresses zu verfolgen.

B.15. Die Vorabentscheidungsfrage ist verneinend zu beantworten.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

erkennt für Recht:

Artikel 38 § 3*sexies* des Gesetzes vom 29. Juni 1981 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze der sozialen Sicherheit für Lohnempfänger, wie er durch das Gesetz vom 28. Dezember 2011 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen und das Gesetz vom 30. Juli 2013 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen abgeändert wurde, verstößt nicht gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit dem Grundsatz der Nichtrückwirkung der Gesetze und dem Grundsatz der Rechtssicherheit.

Erlassen in französischer und niederländischer Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 19. Juli 2018.

Der Kanzler,

Der Präsident,

(gez.) P.-Y. Dutilleux

(gez.) J. Spreutels